

L'IAA, un secteur sous tension qui voit sa place de locomotive industrielle menacée

Les négociations commerciales 2018 se sont révélées désastreuses pour les entreprises alimentaires, bien loin des Etats Généraux et des engagements pris. Dans son Observatoire des négociations commerciales, l'ANIA a ainsi recensé de nombreuses demandes de baisses de prix agressives et systématiques, se rajoutant ainsi à des comportements irrespectueux, mauvaises pratiques et menaces en forte augmentation, créant un climat délétère.

Dans le détail, près de la moitié des entreprises consultées ont signé en déflation. Par ailleurs, aucune amélioration n'a été constatée pour 92% des entreprises dans leurs relations avec la grande distribution. Plus encore, 46% des entreprises consultées estiment que leurs relations avec leurs clients de la grande distribution se sont dégradées.

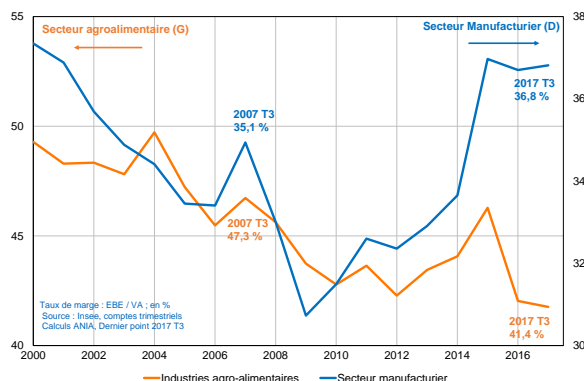
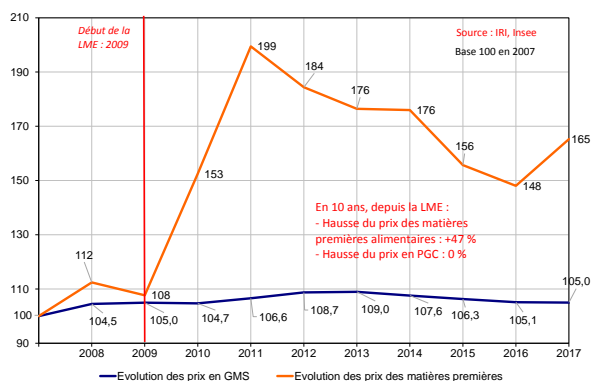
Dans ce contexte, l'annonce, début avril, par les distributeurs Casino, Auchan et Système U d'un projet d'alliance mondiale pour leurs achats fait craindre aux entreprises un rapport de forces davantage déséquilibré : les entreprises alimentaires feraient face à seulement 3 centrales d'achat. En termes d'emplois, de compétitivité et d'investissements, les risques économiques sont nombreux pour la filière alimentaire, déjà ébranlée par 4 années consécutives de guerre des prix, destructrice de valeur.

1- L'Industrie agroalimentaire (IAA), en perte de vitesse ces dernières années reste confrontée à de nombreux freins

L'essor de la grande distribution et sa concentration ont bouleversé le paysage de l'IAA. Le secteur de la grande distribution s'articule pour l'heure autour de 4 grandes centrales d'achat alors que le secteur des IAA reste, lui, très émietté, comptabilisant près de 18 000 entreprises. En quelques années seulement, la donne a radicalement changé : le consommateur est plus influent et la grande distribution s'est renforcée. La défense du « pouvoir d'achat » du premier est devenue le cheval de bataille de la seconde. **Pour les industriels, il s'ensuit une contraction continue des marges, qui atteignent aujourd'hui un minimum historique. L'envolée du prix des matières premières (+50 % en 10 ans) qui ne s'est pas répercutée à l'aval de la filière (croissance de 0 % des PGC alimentaires) constitue un facteur d'explication essentiel.** Cette guerre des prix, qui cache en réalité une guerre de parts de marché féroce, ne bénéficie pas au pouvoir d'achat des français, devenus de plus en plus exigeants sur la qualité et la traçabilité des produits qu'ils consomment. Au global, les baisses de prix dans la GMS (4 points depuis 2014) ne permettent pas d'enrayer l'érosion du pouvoir d'achat des consommateurs. **Au regard du faible poids de l'alimentaire dans le budget des ménages (autour de 10%), la bataille du pouvoir d'achat ne se joue pas dans le caddie de supermarché.**

2- Pour l'IAA, secteur majeur en termes d'emplois et de performances à l'export, les enjeux sont fondamentaux

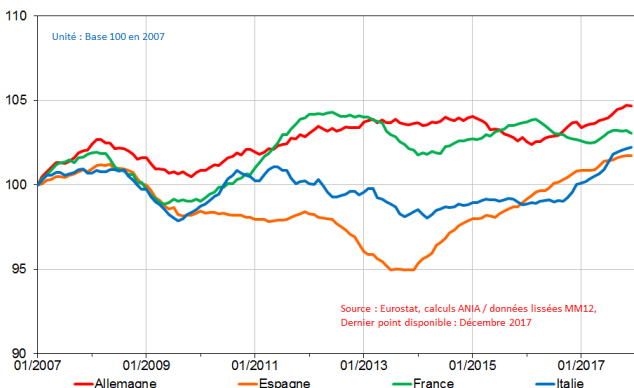
Le poids de l'IAA en France n'est plus à démontrer. Avec plus de 18 % du chiffre d'affaires industriel, 16 % de sa valeur ajoutée et près de 430 000 emplois, le secteur compte et pèse fortement dans l'activité économique de notre territoire. Le secteur transforme 70 % de notre agriculture et fait vivre de nombreuses exploitations. De plus, 80 % des produits alimentaires consommés en France sont fabriqués localement. L'industrie agroalimentaire compte 98 % de petites et moyennes entreprises (PME) qui participent donc à l'aménagement du territoire français. C'est essentiel quand on sait que sur les 20 dernières années, 80 % des emplois ont été créés par des PME. Enfin, parce que nous avons tous besoin de nous nourrir, l'agroalimentaire est une des valeurs refuges de la France, même en pleine tourmente financière et économique (source Insee 2018). **La relance économique du secteur est donc fondamentale pour l'économie française et la vitalité de nos territoires.**



Fierté, Responsabilité, Ambition

**Panorama Europe : inflation et production encore modérées –
Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro**

Evolution de la production dans les IAA en zone euro



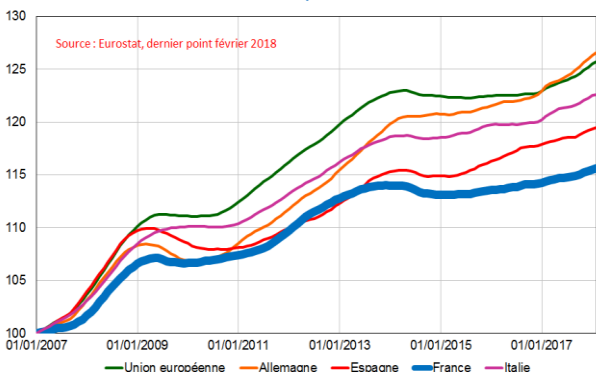
La production, mesurée en niveau depuis 10 ans, semble marquer le pas en France relativement aux autres pays Européens.

Si elle a fait preuve de résilience pendant la crise financière de 2008-2009, elle peine depuis à redémarrer. Depuis 2016, la baisse de la production ne s'est observée qu'en France.

Parmi les autres pays de la zone euro, depuis 2016, l'Italie voit sa production accélérer sensiblement (+3,4%) suivie de l'Espagne (+2,6%). La hausse de la production reste également significative en Allemagne.

	Production : évolution dans la zone euro				
	UE 28	Allemagne	Espagne	France	Italie
depuis 2007	8,3%	4,7%	1,7%	3,1%	2,2%
depuis 2016	2,9%	2,1%	2,6%	-0,6%	3,4%

Evolution des prix à la consommation au sein des produits alimentaires : Comparaison internationale



Des prix atones en France

Au sein de la zone euro, malgré une vive tension sur le prix des intrants (hausse de 180% du prix des matières premières depuis 2004 en France), la France se distingue des autres pays par une atonie des prix à la consommation des produits agroalimentaires.

L'extrême concentration de la grande distribution en France (4 centrales d'achat représentant 92% des achats), relativement au marché européen (dans lequel 5 distributeurs contrôlent 43% à 69% du marché), constitue un élément d'explication important.

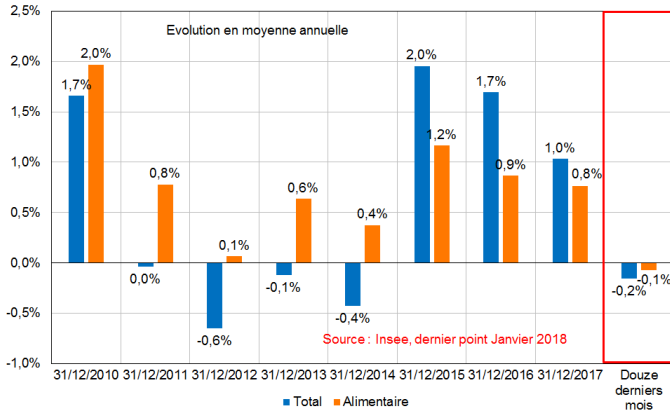
Ainsi, au total, depuis 2013, les prix alimentaires (produits frais compris et tous circuits de distribution considérés) n'augmentent que très peu en France (+2,5% vs 9,6% en Allemagne).

	UE 28	Allemagne	Espagne	France	Italie
Depuis 2007	25,7%	26,6%	19,5%	15,6%	22,6%
Depuis 2013	4,9%	9,6%	6,4%	2,5%	5,5%
Depuis 2016	2,6%	4,2%	2,7%	1,8%	2,3%

Note de lecture : l'évolution des prix mentionnée dans ce tableau intègre la dynamique des produits frais (par nature très volatile) et correspond à celle observée dans tous les circuits de distribution (grande distribution et petit commerce)

Consommation en France : décélération des dépenses ces trois dernières années

Evolution de la consommation en France

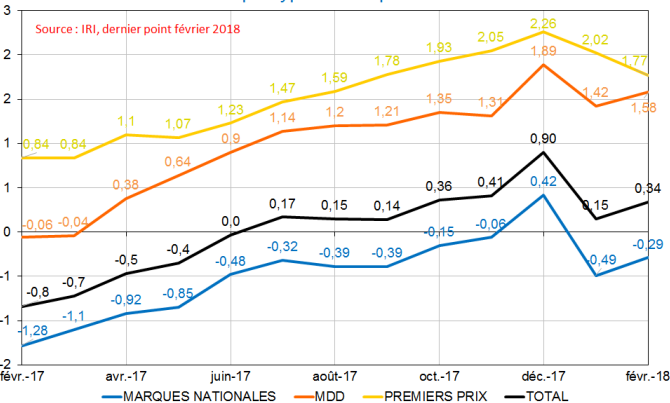


Sur les douze derniers mois, à janvier 2018, la consommation alimentaire continue de ralentir.

A l'issue du mois de janvier, la consommation alimentaire stagne -0,1% après un ralentissement passant de 0,9% en 2016 à 0,8% en 2017. Soit un niveau nettement inférieur à celui observé en 2015 (+1,2%). Au global, la consommation évolue à un rythme très proche de la croissance démographique annuelle (+0,4%).

Cette guerre des prix et des promotions qui s'est intensifiée à partir de 2013 n'a pas eu de bénéfice sur l'évolution des dépenses alimentaires. La consommation alimentaire décélérant depuis 3 ans.

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC



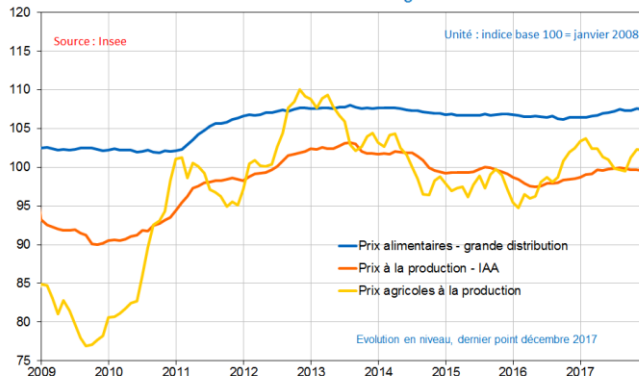
Au mois de février 2018, l'inflation observée pour les produits de grande consommation alimentaire se redresse (+0,3%), après une décélération en janvier 2018 (+0,1% sur un an après +0,9% observé en décembre 2017).

Par type de marques, les évolutions demeurent toutefois hétérogènes. Les prix des MDD et des premiers prix augmentent plus nettement (respectivement +1,6% et +1,7%).

Après une progression en décembre, inédite depuis août 2013 (+0,4% sur un an), le prix des marques nationales se redressent en février 2018 (-0,29% après une décélération en janvier 2018 atteignant -0,5% sur un an).

Pour mémoire, les marques représentent près de 70% des produits en rayon dans la grande distribution.

Prix alimentaire au long de la filière

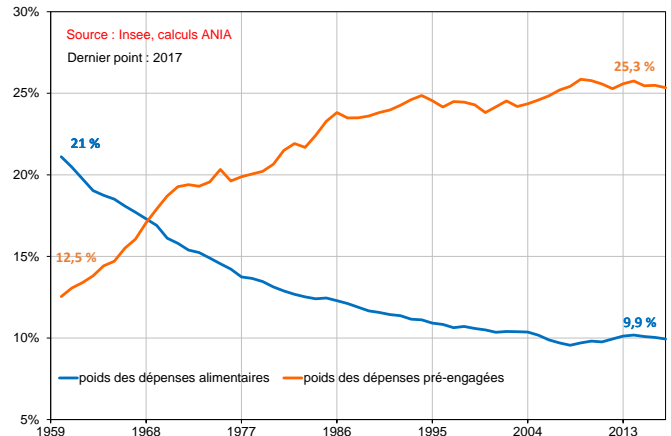
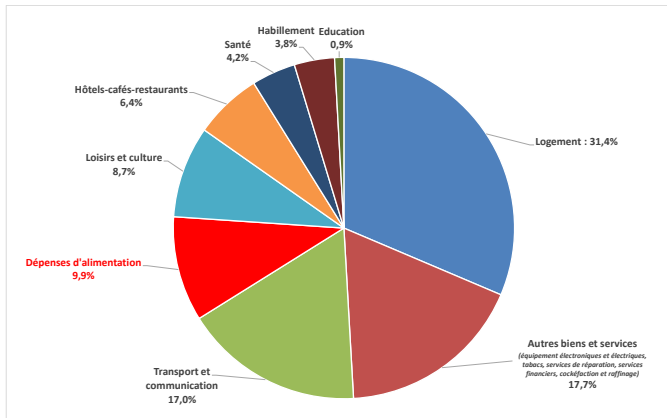


Le graphique ci-contre reprend l'évolution des prix à plusieurs stades de la filière alimentaire. Il permet de bien appréhender les tensions qui pèsent sur la formation des prix.

En amont, les prix agricoles à la production varient largement en fonction des cours des matières premières. Ces prix se sont notablement redressés à partir de 2016, pour une hausse de +7% constatée en l'espace de deux ans.

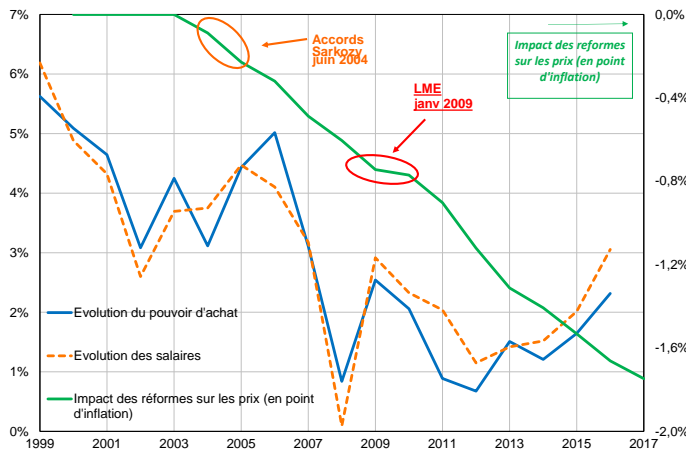
En revanche, en aval, les prix pratiqués en grande distribution n'ont que très peu évolué (+0,6%).

Consommation en France : décélération des dépenses ces trois dernières années



Depuis les années 60's, les évolutions et structures de consommations se sont profondément modifiées, souvent au détriment du poste alimentaire. Les dépenses alimentaires ont en effet affiché une tendance baissière sur les 60 dernières années, pour atteindre en 2017 un poids de 9,9% dans l'ensemble des dépenses des ménages. Ce faisant, l'alimentaire apparaît comme un poste de dépenses relativement marginal au regard des autres biens de consommation (poids de 25,3 % pour l'ensemble des dépenses pré-engagées par exemple).

Au regard du faible poids des dépenses alimentaires dans le budget des ménages, la bataille du pouvoir d'achat ne se fait pas (ou plus) dans le caddie de supermarché.



Comme le montre le graphique ci-contre, l'évolution du pouvoir d'achat sur une longue période confrontée à celle des prix alimentaires permet de nuancer le lien entre le pouvoir d'achat et l'évolution des prix alimentaires.

Il apparaît que la baisse des prix alimentaires observée en grande distribution, favorisée notamment par la LME puis par la guerre des prix-promotions, n'a pas permis au pouvoir d'achat de retrouver le dynamisme qu'il observait avant la crise financière.

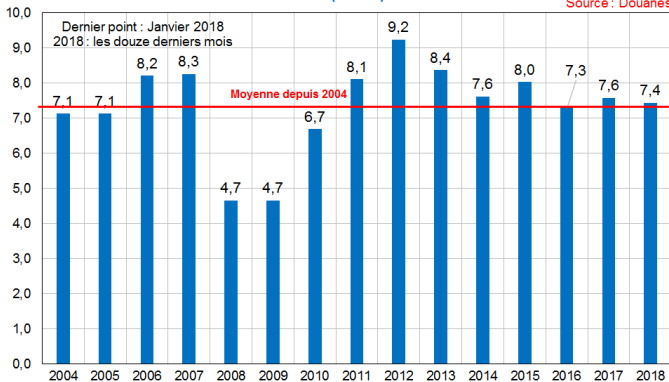
Place donc désormais à la réalité et à la réaffirmation que le pouvoir d'achat, par essence même, doit avant tout être nourri par les salaires !

Dans le détail, deux phases sont observables :

- Pré LME : le pouvoir d'achat se tient bien (croissance annuelle moyenne de près de 5 %). Les politiques de concurrence par les prix sont instaurées à partir de 2004 (accords Sarkozy) et produisent réellement leurs effets sur les prix après la LME (2009).
- Post LME : du fait de la crise financière, le pouvoir d'achat des ménages s'est érodé (croissance annuelle moyenne autour de 1,5 %), en lien avec un fort ralentissement des salaires (lequel trouvant sa source par une hausse du niveau de chômage).

Export : un levier de croissance fondamental pour les IAA

Evolution du solde annuel commercial dans l'IAA (en Md€)

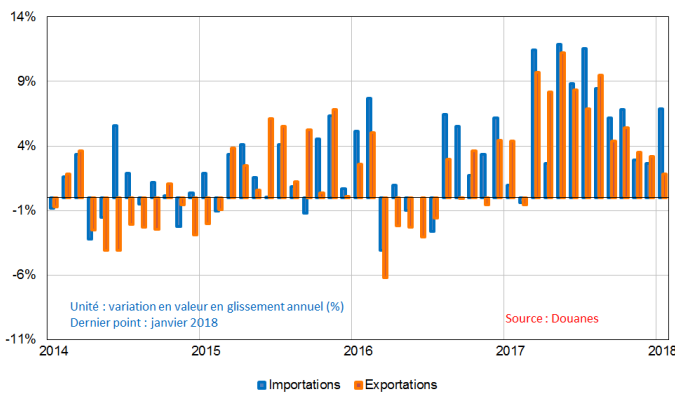


Sur les 12 derniers mois, à janvier 2018 les exportations affichent un ralentissement (6,0%) après un redressement sensible en 2017 (+6,3% après +0,2% en 2016), tandis que les importations confirment leur dynamisme.

De ce fait, sur un an le solde commercial global s'établit à 7,4 Md€ sur les douze derniers mois, après 7,6 Md€ en 2017 et 7,3 Md€ en 2016.

Ces performances restent en ligne à la tendance de longue période, calculée depuis 2004 (7,3 Md€).

Evolution du commerce extérieur des IAA



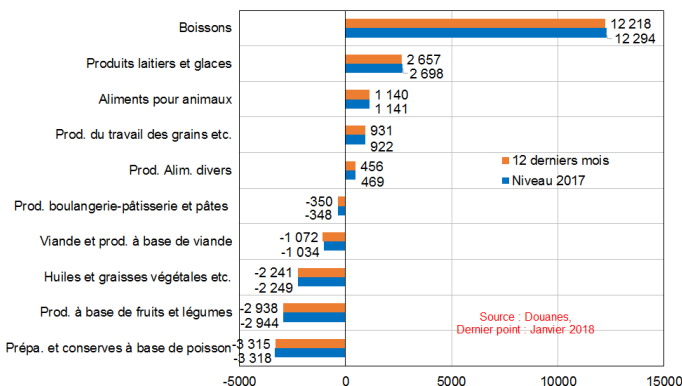
Dans le détail, en variation mensuelle, les exportations reculent en janvier 2018 (-0,6% après +1,1% constaté en décembre 2017).

Sur un an, les exportations ralentissent depuis plusieurs mois, progressant à 1,7% en janvier 2018 (après 3,2% en décembre 2017 et +3,7% observé en novembre).

Concernant les importations, après un mois de décembre de faible progression (+0,6%), elles accélèrent en janvier 2018 (2,4%). Sur un an, la hausse des importations atteint 6,2% en janvier 2018.

Dans ce contexte, le solde commercial mensuel s'inscrit à 526 M€ en janvier, contre 628 M€ en décembre.

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produit



Les performances commerciales du secteur reposent sur un nombre très limité de secteurs :

Les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 12,2 Md€ à l'issue du mois de janvier, et les produits laitiers (et glaces) : 2,6 Md€.

A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,3 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,9 Md€.

Au global, sur les 12 derniers mois, le solde commercial hors boissons (et tabac) se creuse : il s'établit en décembre à -4,8 Md€ (après -4,7 Md€ en 2017 et -4,2 Md€ en 2016), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.